

POLITIQUE ■ Le sénateur Rémy Pointereau a présenté ses vœux hier soir

« Il faut une reprise du dialogue »

29/01/19

« L'année 2019 sera une année charnière pour notre pays, ce sera l'année de tous les dangers », a déclaré hier soir le sénateur Rémy Pointereau (LR) lors de ses vœux, à la salle des fêtes de Méreau. « Personnellement, j'ai envie que notre pays s'en sorte. »

Communes. Aux maires, dont il comprend « cette lassitude », face aux « contraintes budgétaires, réglementaires », la « toute puissance des intercommunalités qui rogne le pouvoir des maires », ou encore « le manque de reconnaissance de l'État », il annonce des propositions de loi du Sénat qui visent à « renforcer l'autonomie financière » des communes, l'inscription dans la Constitution du « principe "qui décide paie" », ou encore la « création d'un véritable statut de l'élu. »

Intercommunalités. Aux élus des intercommunalités, il considère qu'il faut « dépasser les querelles personnelles pour mettre en avant l'intérêt collectif. » Il reconnaît que, concernant « notre CDC Cœur de Berry », « le dialogue a manqué, nous avons subi



VCEUX. Remy Pointereau, sénateur du Cher, prône le dialogue pour sortir de la crise.

un "Brexit" », avec le départ de Mehun-sur-Yèvre, Allouis et Foëcy. Il remarque en revanche que la CDC « ne doit pas être une auberge espagnole, où l'on apporte le minimum, où l'on vient pour tout ce qui va bien et où l'on part sans rien devoir à personne ! J'ai donc soumis au Sénat une proposition de loi pour remédier à cela. »

Il a aussi évoqué la fusion prochaine des pays

de Vierzon et de Bourges, pour former le PETR (pôle d'équilibre territorial et rural). « Soyons tout de même vigilants quant au risque de déséquilibre territorial. Peut-être aurait-il été plus pertinent de le faire au niveau du département. »

Département. À Michel Autissier, le président du conseil départemental, il souhaite qu'il « retrouve des marges de manœuvre,

grâce à une réforme claire de la fiscalité. »

Crise sociale. Cette crise des « gilets jaunes », une « crise politique et sociale, mais également identitaire », s'explique à ses yeux par le recul de l'État sur plusieurs sujets, l'affaire Benalla, sans oublier « le racket des automobilistes » avec la hausse des taxes sur le carburant. « Pour apaiser la France, il faut une reprise du dialogue », conclut-il. ■